

SENAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1991-1992

2 JUILLET 1992

**Projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1983
sur l'apprentissage de professions exer-
cées par des travailleurs salariés**

RAPPORT

**FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES SOCIALES
PAR MME VAN CLEUVENBERGEN**

La commission a discuté le projet de loi à l'examen au cours de sa réunion du mardi 16 juin 1992.

Ce projet a été déposé à la Chambre, au cours de la session précédente, mais il a été frappé de caducité à la suite de la dissolution des Chambres, le 18 octobre 1991. Il a été relevé de caducité par la loi du 28 mars 1992, puis discuté et adopté à l'unanimité au sein de la Commission des Affaires sociales de la Chambre, le 22 avril 1992. La Chambre des représentants a adopté le texte le 7 mai 1992.

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : Mme Maximus, présidente; M. Anthuenis, Mme Delcourt-Pêtre, MM. De Roo, Gevenois, Mme Herzet, MM. Lefevre, Lenssens, Martens L., Moens, Mme Nélis, MM. Ottenbourg, Stroobant, Taminiaux, Ulburghs, Valkeniers et Mme Van Cleuvenbergen, rapporteur.

2. Membres suppléants : Mme Harnie, MM. Leroy et Snappe.

R. A 15907

Voir :

Document du Sénat :

342-1 (S.E. 1991-1992) : Projet transmis par la Chambre des représentants.

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992

2 JULI 1992

**Ontwerp van wet houdende wijziging van de
wet van 19 juli 1983 op het leerlingen-
wezen voor beroepen uitgeoefend door
werknemers in loondienst**

VERSLAG

**NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE SOCIALE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR MEVR. VAN CLEUVENBERGEN**

De Commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van dinsdag 16 juni 1992.

Het werd ingediend tijdens de vorige zitting bij de Kamer, maar verviel door de ontbinding van het Parlement op 18 oktober 1991. Het ontwerp werd bij wet van 28 maart 1992 van verval ontheven en vervolgens goedgekeurd door de Commissie voor de sociale zaken van de Kamer op 22 april 1992. De Kamer van volksvertegenwoordigers aanvaardde de tekst op 7 mei 1992.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : mevrouw Maximus, voorzitter; de heer Anthuenis, mevr. Delcourt-Pêtre, de heren De Roo, Gevenois, mevr. Herzet, de heren Lefevre, Lenssens, Martens L., Moens, mevr. Nélis, de heren Ottenbourg, Stroobant, Taminiaux, Ulburghs, Valkeniers en mevr. Van Cleuvenbergen, rapporteur.

2. Plaatsvervangers : mevrouw Harnie, de heren Leroy en Snappe.

R. A 15907

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

342-1 (B.Z. 1991-1992) : Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

I. Exposé introductif du ministre de l'Emploi et du Travail

Le projet de loi en discussion prévoit tout d'abord la possibilité d'organiser, sur l'avis unanime du Conseil national du travail, des formations dans les entreprises qui occupent moins de 50 travailleurs, à l'exercice de certaines professions pour lesquelles il existe également des formations en apprentissage au sein des Classes moyennes.

Les élèves ont ainsi le choix entre une formation dispensée par les « Classes moyennes » et un contrat d'apprentissage industriel, puisque ces deux formations coexistent. La nature du futur emploi des élèves sera déterminante en l'espèce : la formation dispensée par les « Classes moyennes » est destinée à l'exercice de professions indépendantes et la formation sous contrat d'apprentissage industriel à l'exercice de professions salariées.

Le deuxième élément nouveau réside dans la possibilité de proroger d'année en année la faculté de conclure un contrat d'apprentissage après l'âge de 18 ans. Alors que l'âge normal pour conclure un contrat d'apprentissage industriel se situe entre 15 et 18 ans, l'on a déjà permis, par arrêté royal, aux jeunes de 18 à 21 ans de bénéficier eux aussi de ce système de formation, sous certaines conditions. La loi en projet prévoit la possibilité de proroger cette dérogation chaque année. Cette possibilité vaut pour les contrats d'apprentissage tant dans des entreprises qui occupent moins de 50 travailleurs que dans des entreprises qui en occupent plus de 50.

Une troisième modification vise à fournir une deuxième chance aux élèves en question, comme à ceux qui suivent une formation à temps plein.

Le quatrième élément est une mise en concordance de la législation relative à l'apprentissage avec la répartition actuelle des compétences entre le pouvoir national et les Communautés. En effet, cette législation a vu le jour avant que la répartition des compétences ne soit effective. En outre, les dispositions tiennent compte de l'abaissement à 18 ans de l'âge de la majorité civile et elles apportent une série de modifications techniques.

II. Discussion générale

Plusieurs membres abordent la question de l'usage qui est fait de ce système.

Un commissaire demande des explications concernant le tableau relatif au nombre de contrats d'apprentissage industriel (voir le rapport de la Chambre, Doc. 435/2 - 91/92 (S.E.) p. 6). Il fait observer que cette possibilité de formation n'a connu qu'une application extrêmement limitée et il se demande pourquoi il en a été fait si peu usage et si l'on a suffisamment

I. Inleidende uiteenzetting door de Minister van Arbeid en Tewerkstelling

Het voorliggend wetsontwerp voorziet vooreerst in de mogelijkheid om op eenparig advies van de Nationale Arbeidsraad opleidingen te organiseren in ondernemingen met minder dan 50 werknemers voor bepaalde beroepen waarvoor eveneens een opleiding bestaat in het leerlingwezen van de Middenstand.

Zodoende hebben de leerlingen de keuze tussen een middenstandsopleiding of een industrieel leercontract, daar beide naast mekaar bestaan. De toekomstige job van de leerlingen zal hierbij doorslaggevend zijn: voor een beroep waarbij men zelfstandige wil worden, is er de middenstandsopleiding, voor een beroep als loontrekkende kiest men het industrieel leercontract.

Als tweede element is er de jaarlijkse verlenging van de mogelijkheid om de leerovereenkomst na de leeftijd van 18 jaar af te sluiten. Daar waar de normale leeftijd voor het afsluiten van een industrieel leercontract van 15 tot 18 jaar is, werd er reeds door een koninklijk besluit de toelating gegeven aan jongeren van 18 tot 21 om onder bepaalde voorwaarden ook in dit opleidingssysteem te stappen. Door dit wetsontwerp wordt in de mogelijkheid voorzien deze uitzondering jaarlijks te hernemen. Deze maatregel geldt zowel voor het leercontract in ondernemingen met minder als met meer dan 50 werknemers.

Een derde wijziging wil deze leerlingen de mogelijkheid bieden om te herkansen, zoals in de voltijdse opleidingen.

De vierde doelstelling is de wetgeving op het leerlingwezen in overeenstemming te brengen met de huidige bevoegdheidsverdeling tussen de nationale overheid en de Gemeenschappen. Deze wetgeving ontstond immers vooraleer de bevoegdheidsverdeling een feit was. Voorts worden ook de bepalingen aangepast aan de burgerlijke meerderjarigheid, die op 18 jaar werd gebracht, en worden er een aantal technische wijzigingen aangebracht.

II. Algemene bespreking

Verschillende leden gaan in op het gebruik dat er van dit systeem gemaakt wordt.

Een lid vraagt uitleg bij de tabel i.v.m. het aantal industriële leerovereenkomsten (Zie Kamerverslag, Gedr. St. 435/2 - 91/92 (B.Z.) blz. 6). Hij merkt op dat deze opleidingsmogelijkheid slechts een uiterst beperkte toepassing kende en vraagt zich af waarom er zo weinig gebruik van werd gemaakt en of deze studievorm voldoende gepropageerd werd. Een ander

informé le public sur son existence. Un autre commissaire demande pourquoi ce système de formation est plus répandu en Flandre qu'en Wallonie (rapport de la Chambre, tableau p. 6).

Le ministre déclare, sur la base du tableau, que, dans l'ensemble de la Belgique, 3 175 élèves ont opté à ce jour pour ce type de formation. Il y a 778 contrats en cours. Si le système est plus répandu en Flandre qu'en Wallonie, c'est dû aux employeurs. Son succès dépend des possibilités offertes par les entreprises. La loi en projet permettra dorénavant aux entreprises petites de proposer, elles aussi, un contrat d'apprentissage, ce qui entraînera vraisemblablement un accroissement du nombre de contrats.

Plusieurs membres estiment que la loi en projet améliore largement les choses en étendant la possibilité de formation en question aux entreprises occupant moins de 50 travailleurs. Certains problèmes ne peuvent toutefois pas être passés sous silence. Il faut savoir, par exemple, que dans certaines régions, il y a trop peu d'élèves pour que l'on puisse organiser cette possibilité de formation. Dans d'autres, plusieurs types de formation sont en concurrence, ce qui présente des aspects négatifs, mais permet aussi parfois aux jeunes de bénéficier de meilleures rémunérations.

Le ministre déclare que s'il est difficile d'organiser des formations en apprentissage industriel dans certaines régions, c'est parce que trop peu de patrons sont disposés à s'en occuper. Dès lors, l'extension des possibilités de formation en question aux entreprises occupant moins de 50 travailleurs peut apporter une solution. Il n'en subsiste pas moins des problèmes spécifiques. C'est ainsi que les jeunes filles turques arrivent très difficilement à conclure un contrat d'apprentissage. Quant à la concurrence, elle existe également dans l'enseignement ordinaire.

Un commissaire trouve que l'organisation de l'apprentissage industriel est assez complexe. Est-il raisonnable de laisser coexister deux types de contrat d'apprentissage? Un autre commissaire exprime certaines craintes en ce qui concerne la formation des travailleurs indépendants. Un autre encore estime que l'existence de deux catégories d'élèves au sein d'une même entreprise ne manquera pas de soulever des difficultés pour l'employeur.

Le ministre déclare que la législation relative à l'apprentissage industriel est le fruit d'un compromis dégagé au sein du Conseil national du travail. Celui-ci, au sein duquel les Classes moyennes sont représentées, a émis à l'unanimité un avis favorable concernant le projet.

Il bénéficie, par ailleurs, du soutien total des partenaires sociaux qui organisent cet enseignement par le biais des comités d'apprentissage.

Les deux types de formation, c'est-à-dire le contrat d'apprentissage industriel et la formation destinée

lid vraagt een verklaring voor het feit dat dit systeem in Vlaanderen meer verspreid is dan in Wallonië (Kamerverslag, tabel blz. 6).

De Minister verklaart aan de hand van de tabel dat er tot nu toe 3 157 leerlingen in gans België deze opleidingsvorm kozen. Het aantal lopende contracten bedraagt 778. Dat het systeem in Vlaanderen meer verspreid is dan in Wallonië heeft te maken met de werkgevers. Voor zijn succes is dit systeem afhankelijk van het aanbod van de bedrijven. Door dit wetsontwerp kunnen nu ook kleinere bedrijven een leerovereenkomst aanbieden en zal het aantal contracten waarschijnlijk toenemen.

Verschillende leden vinden deze wet een belangrijke verbetering door de uitbreiding naar bedrijven met minder dan 50 werknemers. Toch mogen we voor sommige problemen de ogen niet sluiten. Zo zijn er in bepaalde streken te weinig leerlingen om deze opleiding te kunnen inrichten. Op andere plaatsen leidt het tot een concurrentieslag tussen opleidingsvormen, wat negatieve kanten heeft, maar voor de jongeren soms hogere lonen tot gevolg heeft.

De Minister verklaart de moeilijkheid om in bepaalde streken met het industrieel leerlingwezen te starten, door het gebrek aan patroons die dit doen. Daarom dat de uitbreiding tot bedrijven met minder dan 50 werknemers een oplossing kan zijn. Toch blijven er specifieke problemen: Turkse meisjes bv. hebben het erg moeilijk om een leerovereenkomst te sluiten. Wat betreft de concurrentie, die bestaat ook in het gewone onderwijs.

Een lid vindt de organisatie van het industrieel leerlingwezen nogal ingewikkeld. Is het zinvol twee soorten leercontracten naast mekaar te laten bestaan? Een ander lid vreest voor de opleidingen van de zelfstandigen. Nog een ander lid vindt het feit dat in hetzelfde bedrijf twee soorten leerlingen zijn, toch moeilijk voor de werkgever.

De Minister verklaart dat de wetgeving op het industrieel leerlingwezen een compromis is, dat in de Nationale Arbeidsraad werd bereikt. In de N.A.R. verkreeg het ontwerp een éénparig gunstig advies en de Middenstand is in die instelling vertegenwoordigd.

Het ontwerp wordt volledig gedragen door de sociale partners die dit onderwijs inrichten via de leercommissies.

De twee opleidingsvormen, nl. industrieel leercontract en middenstandsopleiding, kunnen blijkbaar

aux « Classes moyennes », peuvent de toute évidence coexister : les entreprises occupant plus de 50 travailleurs où ces deux types de formation coexistent, n'éprouvent aucun problème. C'est du reste l'élève qui doit faire un choix. En outre, un assez grand pourcentage d'élèves qui ont bénéficié d'une formation « Classes moyennes » deviennent quand même des salariés par la suite.

Un commissaire se demande combien de jeunes ayant conclu des contrats de ce type trouvent effectivement un travail après leur formation.

Le ministre déclare que la plupart des intéressés trouvent un emploi après leur formation, soit dans l'entreprise où ils ont conclu leur contrat, soit ailleurs, dans le même secteur. Du reste, la sélection en vue d'un emploi futur a souvent lieu déjà au cours de leur formation.

On pose également des questions sur le financement, la rémunération des jeunes et le salaire minimum versé.

Le ministre déclare que, dans la plupart des cas, il y a des interventions des fonds sectoriels. C'est le secteur, et non pas l'entreprise, qui décide du montant de la rémunération du jeune : il existe des accords à ce sujet. Ces rémunérations atteignent entre 50 et 80 p.c. des rémunérations normales dans le secteur concerné et elles sont progressives : les intéressés reçoivent davantage au cours de la deuxième année qu'au cours de la première, etc. Jusqu'à présent, personne ne s'est plaint de recevoir une rémunération trop basse : le fait que les syndicats soient associés à la mise sur pied du système projeté fournit, à n'en pas douter, un minimum de garanties pour ce qui est du bon déroulement social de l'opération.

Un commissaire estime que le suivi sera plus difficile à assurer, dès lors que les entreprises occupant moins de 50 travailleurs pourront également appliquer le système.

Le ministre précise que ce n'est pas l'entreprise qui fixe ces montants, mais le secteur.

Un autre membre souligne qu'en comparant le contrat d'apprentissage industriel au contrat d'apprentissage traditionnel, l'on constate que le droit aux allocations familiales est maintenu dans le cadre du contrat d'apprentissage « Classes moyennes », mais ne l'est pas dans le cadre du contrat d'apprentissage industriel. De plus, la rémunération versée ne l'est que pour les heures de formation au sein de l'entreprise, et non pas pour les heures de formation générale. Pour les familles nombreuses, il peut être plus intéressant de recevoir des allocations familiales que de percevoir une rémunération (partielle). L'intervenant se demande s'il ne conviendrait pas d'envisager la possibilité d'un cumul limité de la rémunération et des allocations familiales.

samen bestaan: in ondernemingen met meer dan 50 werknemers, waar deze opleidingsvormen nu naast elkaar bestaan, zijn er geen problemen. Het is trouwens de leerling die een keuze moet maken. Het percentage leerlingen dat na een middenstandsopleiding toch nog loontrekkende wordt, ligt daarenboven vrij hoog.

Een lid vraagt zich af hoeveel van dergelijke contracten leiden tot werk na deze opleiding.

De Minister verklaart dat de meesten na hun opleiding een job vinden, hetzij in het bedrijf waarmee ze een contract afgesloten hadden, hetzij elders in dezelfde sector. Vaak gebeurt de selectie voor de latere job trouwens al tijdens hun opleiding.

Er worden ook vragen gesteld over de financiering, de vergoeding voor de jongeren en het minimum uitbetaalde loon.

De Minister verklaart dat er in de meeste gevallen interventies zijn door de sectoriële fondsen. Hoeveel de jongere krijgt als vergoeding beslist de sector, niet het bedrijf: daarvoor zijn er akkoorden. Deze verdiensten liggen tussen de 50 en 80 pct. van de normale lonen in de betrokken sector en zijn progressief; het tweede jaar krijgt men meer dan het eerste enz. Tot nu toe zijn er geen klachten rond een te lage minimumuitkering; het feit dat de syndicaten betrokken zijn bij de opzet staat blijkbaar borg voor een minimumgarantie aan degelijk sociaal verloop.

Een lid denkt dat dit nu moeilijker op te volgen is nu bedrijven met minder dan 50 werknemers hier ook voor in aanmerking komen.

De Minister verduidelijkt dat het niet de onderneming is die deze bedragen bepaalt, maar wel de sector.

Een ander lid wijst erop dat wanneer we het industrieel leercontract vergelijken met het traditioneel leercontract, in de leerovereenkomst van de middenstand het recht op kinderbijslag behouden blijft en in het industrieel leercontract niet. En loon wordt slechts betaald voor de opleidingsuren in het bedrijf, niet voor de uren algemene vorming. Voor grote gezinnen kan het wel eens interessanter zijn kinderbijslag te krijgen dan een (gedeeltelijk) loon. Hij vraagt zich af of een beperkte cumul van loon en kinderbijslag niet te overwegen valt.

Le ministre lui répond que l'on peut réfléchir à la question.

Le commissaire déclare, par ailleurs, que la convention salariale en fonction de l'âge est effectivement une chose positive, mais il se demande s'il y a un contrôle en la matière. Ici, la rémunération est versée par les centres de formation professionnelle agréés, là, par l'employeur. L'intervenant suppose que si le paiement se fait par un centre de formation, les garanties d'un contrôle effectif de la rémunération et de la qualité de la formation sont plus grandes.

Le ministre réplique que le comité paritaire d'apprentissage peut fixer le mode de paiement en toute autonomie. Les deux systèmes présentent des avantages. Jusqu'à présent, ils ont manifestement fonctionné sans aucun problème.

Plusieurs commissaires posent des questions sur le lien entre cette formation et l'enseignement. Qu'en est-il de la coordination entre le pouvoir national et les ministres de l'Enseignement? Qu'entend-on par formation générale? Où est-elle dispensée et y a-t-il un lien avec les cours de promotion sociale? Délivre-t-on un diplôme ou un certificat à l'expiration du contrat d'apprentissage industriel?

Pour ce qui est de la coordination, le ministre renvoie aux partenaires sociaux et au secteur de l'enseignement. La commission paritaire est composée de représentants des partenaires sociaux et de l'enseignement. Il y a, en outre, une coordination au niveau des élèves: ils concluent un contrat individuel sur la base d'un accord avec un patron et avec le secteur de l'enseignement.

La formation générale dépend des Ministères de l'Enseignement et de l'Education, qui la financent et en assurent le suivi. Les patrons sont responsables de la formation pratique qui est dispensée sous le contrôle du secteur.

Le ministre déclare, par ailleurs, que, comme l'enseignement de promotion sociale est un enseignement pour adultes et que les élèves en question sont des jeunes soumis à la scolarité obligatoire, il n'y a aucun lien entre la formation qui leur est dispensée et l'enseignement de promotion sociale. Le contrat d'apprentissage en question est destiné aux jeunes âgés de 15 à 18 ans. Le système dans lequel il s'inscrit a vu le jour en même temps que la prolongation de la scolarité obligatoire. Les jeunes de 18 à 21 ans constituent l'exception. Les jeunes peuvent suivre l'enseignement de promotion sociale en sus de ce type de formation à temps plein, mais l'un est totalement dissocié de l'autre. En ce qui concerne la question du diplôme, elle relève de la compétence du secteur de l'enseignement. Les élèves en question reçoivent actuellement un certificat et il leur est donc impossible de se prévaloir de celui-ci pour passer à une forme d'enseignement supérieur.

Hierop antwoordt de Minister dat dit kan geëvalueerd worden.

Het lid merkt verder op dat de loonafspraken, afhankelijk van de leeftijd, één zaak is, maar vraagt zich af of er hier een controle op gebeurt. Op sommige plaatsen wordt dit loon betaald door de erkende beroepsopleidingscentra, op andere plaatsen door de werkgever. Hij veronderstelt dat een uitbetaling door een opleidingscentrum meer garanties biedt voor een daadwerkelijke controle op loon en kwaliteit van de opleiding.

De Minister repliceert dat het Paritair Leercomité autonoom kan bepalen hoe de uitbetaling verloopt. Beide systemen hebben voordelen. Tot nu toe verlopen de twee systemen blijkbaar probleemloos.

Enkele leden hebben nog vragen over de band tussen deze opleiding en het onderwijs. Hoe zit het met de coördinatie tussen de nationale overheid en de Ministers van Onderwijs? Wat bedoelt men wanneer men spreekt van algemene vorming? Waar wordt dit gegeven en is er een verband met de cursussen sociale promotie? Wordt er bij de beëindiging van het industrieel leercontract een diploma of getuigschrift uitgereikt?

Voor de coördinatie verwijst de Minister naar de sociale partners en naar het onderwijs. Het paritair comité bestaat uit vertegenwoordigers van en onderwijs en sociale partners. Daarenboven is er nog coördinatie op het niveau van de leerlingen; zij sluiten een individueel contract, op basis van een akkoord met een patroon en het onderwijs.

De algemene vorming hangt af van de Ministeries van Onderwijs en wordt door hen gefinancierd en opgevolgd. Voor de praktische vorming staan de patroons in, onder de controle van de sector.

Vervolgens antwoordt de Minister dat, gezien onderwijs voor sociale promotie een onderwijs voor volwassenen is, en het hier gaat om leerplichtigen, er geen banden zijn met het onderwijs voor sociale promotie. Deze leerovereenkomst is bestemd voor jongeren tussen 15 en 18 jaar. Dit opleidingssysteem kwam tot stand samen met de verlengde leerplicht. Jongeren van 18 tot 21 jaar zijn de uitzonderingen. Het onderwijs voor sociale promotie kan door jongeren gebruikt worden naast of na deze voltijdse opleiding, maar staat er volledig los van. Wat het diploma betreft, dit is een onderwijsbevoegdheid. Nu krijgen deze leerlingen een attest, en is de overgang naar een hogere onderwijsvorm op deze basis dus onmogelijk.

Un commissaire le déplore, dans la mesure où les-dits élèves sont généralement des jeunes qui souffrent de lassitude scolaire, qui quittent, dès lors, l'enseignement ordinaire, et qui ne pourront plus achever leur formation ultérieurement.

Un membre signale que cette formation s'adresse le plus souvent à des élèves assez faibles et demande si le Fonds social européen n'offre aucune possibilité à cet égard par le biais des projets d'observation ou d'orientation.

Le ministre confirme ce point de vue du préopinant et déclare qu'un projet a été déposé par l'intermédiaire du Fonds pour l'emploi.

Un commissaire estime qu'une évaluation paraît nécessaire, ce que confirme le ministre: tout projet de loi doit régulièrement faire l'objet d'une évaluation. Il propose de procéder à une telle évolution dans deux ans.

III. Discussion des articles et votes

Les articles ne donnent lieu à aucune observation.

Ils ont été adoptés à l'unanimité des 14 membres présents.

Le projet de loi dans son ensemble a été adopté à la même unanimité.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 12 membres présents.

Le Rapporteur,
Riet
VAN CLEUVENBERGEN.

Le Président,
Lydia
MAXIMUS.

Een lid betreurt dit, daar het meestal gaat om schoolmoeë leerlingen die afhaken in het gewone onderwijs en na deze opleiding weer niet verder kunnen.

Een lid wijst erop dat in deze opleiding meestal eerder zwakke leerlingen bereikt worden. Biedt het Europees Sociaal Fonds dan geen kansen via de zogenaamde brugprojecten?

De Minister beaamt dit en verklaart dat er via het Tewerkstellingsfonds een project werd ingediend.

Evaluatie lijkt nodig, merkt een lid op. Dit wordt door de Minister bevestigd: van elk wetsontwerp is op geregelde tijd een evaluatie nodig. Ze stelt voor om binnen twee jaar een evaluatie te houden.

III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Over de artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Zij worden aangenomen bij eenparigheid van de 14 aanwezige leden.

Het ontwerp van wet in zijn geheel wordt met dezelfde eenparigheid aangenomen.

Dit verslag is goedgekeurd bij eenparigheid van de 12 aanwezige leden.

De Rapporteur,
Riet
VAN CLEUVENBERGEN.

De Voorzitter,
Lydia
MAXIMUS.